

## Sur le terrain, pour convaincre



Meeting d'Elbeuf le 2 février



Jean-Pierre Masseret (à gauche) et Martine Aubry au futur Centre Pompidou de Metz



Jean-Paul Huchon, Dominique Lefebvre et Robert Hue à Cergy

Sur le terrain. Voilà notre feuille de route de campagne. Nous avons choisi nos têtes de listes, nos candidates et candidats, depuis longtemps. Les bilans des régions socialistes ont été largement diffusés. Nos projets de région pour les prochaines années ont été élaborés et rendus publics. Partout sur les territoires, nous sommes déployés pour rencontrer, discuter, convaincre. Nous savons où nous allons, nous savons pourquoi. À droite, les listes viennent d'être bouclées dans la confusion, conspuées par le Conseil National de l'UMP. Nicolas Sarkozy qui devait être le chef de campagne, a fait annuler ses meetings et s'est désengagé devant des millions de téléspectateurs sur TF1, 18 ministres sont sur les listes mais ne s'en vantent plus, les logos de l'UMP disparaissent des tracts et des affiches, les programmes et les propositions sont bâclés. Et ils ressortent sans cesse les mêmes ficelles, d'abord l'immigration, avant la déroute du débat sur l'identité nationale, puis la sécurité, instrumentalisant de façon toujours aussi cynique

des crimes odieux. Plutôt que d'affronter leurs propres responsabilités gouvernementales face au besoin légitime de sûreté et de tranquillité de nos concitoyens.

Sur le terrain, sur les marchés, lors des portes-à-portes, dans les quartiers populaires, dans les campagnes, nous poursuivons humblement notre travail d'explication en parlant des vrais problèmes que nos régions doivent affronter : emploi, transport, environnement, recherche et développement économique, logement, éducation, culture et santé. La France a besoin de régions qui protègent, des boucliers sociaux, mais aussi des régions qui innovent et investissent dans l'avenir. À droite, le seul vrai projet régional est de dissoudre les régions, de recentraliser tout ce qui peut l'être, au détriment du service public de proximité, de la démocratie locale et de l'efficacité. À nous de faire en sorte que chaque électorat et électeur soit convaincu de l'enjeu des 14 et 21 mars.

### L'AGENDA

#### 15 février

► *Bourgogne : François Patriat Appel des élus Bourguignons « pour la défense de la démocratie locale, des services publics et contre le projet de recentralisation » à Château-Chinon devant la mairie à 17h.*

#### Du 13 au 16 février

► *Régionales 2010 Déplacement de Martine Aubry à La Réunion sur le thème du développement économique et social ultramarin.*

#### 22 février

► *Régionales 2010 Déplacement de Martine Aubry à Reims en Champagne-Ardenne, sur le thème de la politique industrielle.*

#### Fin février

► *Projet Les 13 ateliers de la Convention nationale « nouveau modèle de développement » rendent leur rapport.*



## L'info en continu

Benoît Hamon, 5|02|10

### Justice

**La Cour d'appel d'Amiens a décidé d'annuler les peines de prison avec sursis prononcées contre les six ouvriers de l'usine Continental. Ces peines ont été transformées en amendes. « Cette décision exprime la volonté du tribunal de ne pas ajouter une peine pénale à la peine sociale provoquée par des licenciements nombreux et injustes » a déclaré Benoît Hamon, témoin de la défense lors du procès en appel.**

Laurent Fabius, 7|02|10

### Responsabilités

**« Comme va le montrer un rapport de la Cour des comptes, le gouvernement Sarkozy-Fillon, même avant la crise, porte une responsabilité écrasante dans les déficits du pays. On va utiliser le déficit pour imposer un coup de massue terrible aux Français dès après les régionales ».**

Claude Bartolone 8|02|10

### Honte

**« Il est temps que le gouvernement passe la marche arrière, sinon c'est l'extrême droite qui va passer la marche avant. Au ministère de la honte, un ministre a mené une politique qui a menacé les enfants dans les écoles, nous a amenés à renvoyer des gens dans des pays en guerre, a menacé des citoyens français avec le délit de solidarité. Il est franchement temps qu'on oublie le plus rapidement possible M. Besson », a déclaré le député de Seine-Saint-Denis, alors que se tenait le séminaire gouvernemental sur l'identité nationale.**

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 35 000

C'est le nombre de personnes qui, en 24 heures, ont visionné la parodie d'une publicité Google réalisée par notre équipe web. Le clip mis en ligne sur le site du Parti liste les loupés du sarkozysme depuis 2007. Il se termine par un appel lancé par le PS : « Il est *temPS* de changer ».

► [À visionner sur parti-socialiste.fr](#)

## L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

### Loi handicap de 2005, déceptions et inquiétudes

Cinq ans après la loi sur le handicap de 2005, et alors que le président de la République avait promis en juin 2007 que son application serait une priorité, le Parti socialiste dénonce des retards et des reculs dans la prise en charge du handicap. « Les personnes en situation de handicap qui ne sont pas en capacité de travailler vivent dans une situation matérielle et financière très précaire, ce qui renforce les complications pour trouver un logement et un emploi, a rappelé le Bureau National, l'enjeu de la scolarisation en milieu ordinaire pose encore de nombreux problèmes, notamment à cause du manque de formation des enseignants. Nous souhaitons la création de métiers de l'accompagnement de vie, qualifiés

et reconnus. » C'est un combat contre la politique du moins disant social que le PS entend mener sur le sujet, « au moment où le gouvernement semble exclure le handicap du débat sur le 5<sup>e</sup> risque ».

### Un geste politique pour l'euro

La Grèce, l'Espagne et le Portugal sont les cibles d'attaques spéculatives très violentes, déclenchées par des opérateurs financiers et bancaires, qui risquent de déstabiliser l'ensemble de la zone euro. « Face aux attaques spéculatives, la zone euro doit faire preuve de cohésion, de solidarité et de volonté politique » a déclaré le Parti socialiste réuni en Bureau National. L'Union européenne et la zone euro disposent d'instruments légaux pour soutenir les victimes des

attaques spéculatives. L'article 122-2 du traité de Lisbonne stipule ainsi que « lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union à l'État membre concerné ». Des moyens d'intervention existent, le Parti socialiste demande que les pays européens affichent leur solidarité « en proposant un plan de soutien à la Grèce lors du sommet extraordinaire de l'Union autour de la gouvernance économique, le 11 février », sous peine de voir la zone euro tout entière entraînée dans une spirale spéculative aux conséquences désastreuses.

## LA VIE DU PARTI

# L'actualité des rencontres et débats qui rythment la vie militante

### Le MJS pour l'emploi

Le MJS a présenté ses 14 propositions en conclusion du débat national sur l'emploi des jeunes, lancé le 13 décembre dernier. Le 6 février, au local de campagne de Jean-Paul Huchon, ils étaient plus de 300 à participer à l'événement. De la formation à l'insertion durable, en passant par la lutte contre les discriminations et les nouveaux droits pour les jeunes salariés, rien n'a été laissé au hasard.

► Pour en savoir plus : [jeunes-socialistes.fr](#) et [perspectives2012.fr](#)

### Du côté du Lab

Un an après sa création, le Laboratoire des idées renforce ses équipes. Son Président, Christian Paul, a ainsi invité dans l'équipe d'animation du Lab, Marylise Lebranchu, Daniel Goldberg et Emmanuel Maurel. L'année 2010 sera particulièrement dense pour le Laboratoire des idées avec au menu le pilotage de la trentaine de groupes qui le compose et une réflexion sur le projet socialiste.

### Gaffes, bévues et boulettes

Grâce à la veille de nombreux militants et sympathisants de gauche, nous avons pu réaliser une carte des couacs de campagne de la droite.

► Pour continuer à enrichir cette carte, rendez-vous sur [parti-socialiste.fr](#)



# Les socialistes à l'offensive

## En direct de l'Assemblée

À la veille des élections, la droite ressort sa vieille recette sécuritaire. En témoigne l'examen, en première lecture, du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de sécurité intérieure (Loppsi 2). « En dépit des annonces triomphalistes du ministre de l'Intérieur, la politique du chiffre à laquelle sont astreintes les forces de l'ordre n'obtient aucun résultat tangible, notamment face à la progression des violences faites aux personnes », a dénoncé le groupe socialiste. En écho, la députée des Deux-Sèvres, Delphine Batho, a fustigé « un projet fourre-tout et décousu sans moyens, sans orientation, sans programmation, qui passe à côté

des véritables urgences et organise le désengagement sans précédent de l'État. »

Les députés débattront, le 25 mars, d'une proposition de loi socialiste visant à instituer la présence effective d'un avocat dès le début de la garde-à-vue, a annoncé Bruno Le Roux, porte-parole du groupe. Lequel a décidé, à l'unanimité, de retenir la proposition de loi d'André Vallini visant à garantir à toute personne placée en garde-à-vue, le droit de faire immédiatement l'objet d'une audition en étant assistée d'un avocat. La proposition de loi sera débattue au cours de la journée d'initiative parlementaire du groupe SRC (socialistes et apparentés).

## En direct du Sénat

Le Sénat a adopté dans la nuit du 4 au 5 février, en première lecture, le deuxième volet de la réforme des collectivités qui prévoit, notamment, la création des conseillers territoriaux (CT). L'UMP et la majorité des centristes ont voté pour, le PS, le groupe CRC-SPG (communistes et Parti de Gauche) et le RDSE - à majorité PRG - ont voté contre. Rappelons que les CT sont appelés à remplacer, en 2014, les conseillers généraux et régionaux. Ce texte « est confus, tordu et dangereux, résume Jean-Pierre Sueur. Il suscite de nombreuses craintes, de nombreux soupçons avec la recentralisation du pays ».

## CAMPAGNE RÉGIONALE

# À l'Est, toute !

Martine Aubry a effectué son premier déplacement de campagne en Alsace et en Lorraine, placé sous le thème de l'emploi et de la culture.

Ça a commencé par une coupure de gaz et des salaires payés avec retard. Un arrêt de la production en décembre à rester dans un bureau de 16m<sup>2</sup>, le seul espace chauffé, puis en janvier une autorisation de rester chez soi. Fatiha est salariée chez Continental Biscuit, blonde de 56 ans, dont dix huit passés à faire des gâteaux roulés pour le quatre heures des enfants. Elle n'a pas touché sa prime de treizième mois, une vingtaine de salariés attendent encore leur salaire de décembre. Fatiha est une des rencontres de Martine Aubry lors de son déplacement alsacien de mardi matin. Placée sous le signe de l'emploi, cette étape régionale a donné la parole à des salariés en bagarre contre des plans sociaux, des délocalisations masquées, des fourberies de crise. « Il n'y a plus d'humanité dans ce bas monde » explique Joseph, mineur retraité, « Il n'y a plus aucun interlocuteur pour négocier sinon les AGS\* » dénonce Antoine de Hymer France (caravanes). « Nous ne bouleverserons pas la situation le 22 mars, leur a répondu Jacques Bigot, tête de liste, mais nous construirons une feuille de route pour structurer l'économie alsacienne ». Fatiha cherchait un soutien, l'exposé de Martine Aubry sur la sécurisation des parcours professionnels, déjà en application dans quatre régions de gauche, l'a convaincue, « La gauche c'est le social, la droite, le dialogue de sourds ».

Emploi en Alsace, culture en Lorraine, Martine Aubry a ensuite visité le futur Centre Pompidou Metz, décentralisation du musée parisien inaugurée en mai 2010, « une opportunité de développement extraordinaire » a-t-elle commenté. La région dirigée par Jean-Pierre Masseret a investi 10 millions d'euros dans ce projet (qui se monte à 70 millions d'euros) et investira tous les ans 5 millions pour son fonctionnement. Le Conseil général a versé 10 millions d'euros, les 40 communes de Metz Métropole, 44 millions. L'Etat, lui, a porté son effort à ... 4 millions. « Dans cette campagne, nous allons confronter le bilan de la gauche en six ans et celui de la droite en huit ans de responsabilités » a affirmé Jean-Pierre Masseret, qui affrontera quatre parlementaires têtes de listes. « Il faut que les Français comprennent qu'avoir une région à gauche et une région à droite ce n'est pas la même chose », a conclu Martine Aubry. En effet, au même moment, Nicolas Sarkozy était en visite dans le Loir-et-Cher. Alors que la Première secrétaire du PS parlait sécurisation des parcours professionnels avec des salariés, Nicolas Sarkozy parlait football à des sous-traitants de l'aéronautique.

\*Organisme qui compense financièrement les carences de l'employeur auprès du salarié.



## L'info en continu

Jean-Marc Ayrault, 9/02/10

### Plaies

« La plupart des mesures annoncées relèvent du minimum républicain et ne mangent pas de pain. Permettront-elles de refermer les plaies qu'a ouvertes ce débat sur l'identité nationale? Je n'en suis pas sûr ».

Harlem Désir, 9/02/10

### Défolement

« Après plusieurs mois de défolement, le Premier ministre a tout simplement décidé d'arrêter les frais et de mettre un coup d'arrêt aux débats d'Éric Besson qui ont donné lieu à de gros dérapages indignes ».

Jean-Christophe Cambadélis, 9/02/10

### Immobilisme

« La nouvelle Commission européenne, présidée par le conservateur José Manuel Barroso, a été investie par la majorité conservatrice au Parlement européen. Cette Commission sera faible et impuissante, dominée par l'immobilisme sur la forme et le libéralisme sur le fond ».

Germinal Peiro, 9/02/10

### Agriculture

« Le discours prononcé par le président de la République dans le Loir-et-Cher est affligeant. Très mal à l'aise sur un sujet qu'il ne maîtrise pas, il s'est livré à un numéro d'auto-justification hors sujet ».

# ALLOCATION SOLIDARITÉ CRISE UN MILLION DE CHÔMEURS EN FIN DE DROITS : LE PS PROPOSE

**En 2010, ce sont près d'un million de chômeurs qui vont arriver en fin de droits. Parmi eux, 600 000 personnes vont se retrouver du jour au lendemain sans aucune allocation ou aide. Sans la solidarité de leurs familles, c'est l'exclusion qui les attend. C'est inacceptable.**

## **LE GOUVERNEMENT NE PREND PAS LA MESURE DE LA GRAVITÉ ET DE L'URGENCE DE LA SITUATION**

**Le PS propose** la mise en place immédiate d'une allocation exceptionnelle : **l'Allocation Solidarité Crise (ASC).**

**Qu'est-ce que c'est ?** Concrètement, cette aide permettra d'allonger de six mois les indemnités chômage de ceux qui arrivent en fin de droit, pour ne pas ajouter l'exclusion à la crise.

**Comment la mettre en œuvre ?** Le PS va déposer une proposition de loi à l'Assemblée nationale. Nous appelons solennellement l'UMP et la majorité à la voter avec nous pour répondre à l'urgence sociale.

## **Avec quels financements ?**

- ▶ La baisse de la TVA dans la restauration qui n'a eu aucun effet sur les prix et sur l'emploi coûte plus de **deux milliards d'euros chaque année à l'État.**
- ▶ Le paquet fiscal, avec son fameux bouclier, coûte **15 milliards d'euros par an.**
- ▶ Les exonérations de cotisations sociales, dont beaucoup n'ont pas d'effet sur l'emploi, **s'élèvent à 9,4 milliards d'euros.**

**L'ASC N'EST PAS DE L'ASSISTANAT, C'EST DE L'ASSISTANCE À 600 000 PERSONNES EN DANGER. C'EST AUSSI UN SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT ET À LA CONSOMMATION, QUI CONTRIBUERA À RELANCER L'ÉCONOMIE.**

**Les marges de manœuvres existent bel et bien ! L'UMP et le Gouvernement ont les éléments pour choisir et décider. S'ils font encore le choix de favoriser les privilégiés, comme ils ont fait le choix de sauver les banques et d'abandonner les PME dans la crise, les Français jugeront.**



## **Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste**

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes    Nom .....
- Je désire adhérer au Parti socialiste    Prénom .....
- Je verse.....euros pour soutenir    email .....
- l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)    Tél .....
- Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995,    Adresse .....
- ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.    code postal .....
- À renvoyer au Parti socialiste,    Ville .....
- 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
- contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr